

*Initiatives ministérielles*

et la même chose serait demandée aux particuliers, après avoir tenu compte de la situation particulière des personnes âgées et des familles qui ont des enfants, ainsi que des dons de charité, nous pourrions maintenir le régime de REER. Cette initiative permettrait de regagner la confiance des contribuables. En ce moment, ils fuient la loi de l'impôt parce qu'ils n'y comprennent plus rien, tellement elle est complexe.

La TPS n'a fait qu'exacerber le problème. Peu importe combien d'amendements, peu importe combien d'améliorations le gouvernement apportera à ce projet, il ne peut nous faire prendre des vessies pour des lanternes. La TPS n'a rien de bon et les Canadiens ne l'accepteront jamais. L'une des raisons pour lesquelles les Canadiens n'accepteront jamais ce projet de loi, c'est que le gouvernement le propose à un moment où ils sont littéralement sur les genoux. Ils réclament un peu d'espoir; ils veulent avoir confiance dans leur gouvernement national, mais celui-ci leur propose un projet de loi comme celui-là.

Pour en revenir au régime uniforme, si nous nous dotons d'un régime que tous puissent considérer comme équitable, les citoyens travailleront plus et mieux. La productivité augmentera. Lorsque la productivité progresse, il y a de nouveaux emplois.

Si nous pouvions remettre au travail 400 000 ou 500 000 personnes au cours des quatre ou cinq prochains mois, si nous pouvions récupérer une partie de l'économie parallèle, mettons la moitié, pour la ramener à 30 ou 40 milliards de dollars, imaginez les rentrées fiscales.

Lorsque j'entends des critiques ou des questions comme «Où allez-vous prendre ces 15 milliards de dollars?», je me dis que c'est là une attitude défaitiste. Le ministre veut-il défendre le statu quo?

Les six mois qui s'en viennent seront des plus intéressants, parce que j'aime les gens qui défendent le statu quo. Le statu quo, c'est une TPS qui a favorisé la croissance de l'économie souterraine dans notre pays au point où elle représente aujourd'hui plus de 100 milliards de dollars. Le ministre des Transports le sait fort bien. Deux millions de Canadiens sont sans emploi, et il veut continuer de promouvoir le statu quo.

Le gouvernement est-il en train de nous dire qu'il ne peut pas faire mieux? Il est essentiellement en train de nous dire qu'il n'y a pas moyen d'améliorer la situation actuelle. Les Canadiens n'en croient rien. Ils ne croient pas que nous sommes incapables de récupérer une partie de l'économie souterraine. Ils ne croient pas qu'il n'existe aucune façon de redonner des emplois aux chômeurs.

Le problème avec ce gouvernement, c'est qu'il parle beaucoup mais n'a pas de plan d'action. Je veux parler de façon plus particulière de la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Le ministre des Finances et le ministre d'État chargé des Petites entreprises ont tous deux promis de faire quelque chose à cet égard. J'ai téléphoné au ministère cette semaine, et voici ce qu'on m'a répondu: «Ne commencez pas maintenant à faire la promotion de la Loi sur les prêts aux petites entreprises parce que le projet de loi n'a même pas encore été adopté au Sénat», un Sénat contrôlé par le gouvernement.

Voilà l'importance que le gouvernement attache aux petites entreprises dans notre pays. Il a l'arrogance de dire qu'il ne peut pas améliorer le statu quo. Les Canadiens n'accepteront pas cela. Ils veulent un débat sur la réforme fiscale.

• (1040)

Je ne dis pas qu'un régime fiscal uniforme est la panacée qui réglera tous nos problèmes. Je ne dis pas que c'est la seule solution possible. Ce que je dis, c'est que, lorsqu'on a accorde 40 milliards de dollars d'allègements fiscaux aux entreprises et que, dans la plupart des cas, c'est grâce aux démarches de lobbyistes et de gens qui ont été capables d'influencer le ministère des Finances, si on refuse de réviser ces allègements fiscaux de temps en temps, comment peut-on dire qu'on sert les contribuables canadiens?

Veut-on dire qu'on ne peut absolument pas éliminer ou réviser certains de ces allègements fiscaux totalisant 40 milliards de dollars? Le ministre accepte-t-il que les forages en mer effectués par deux sociétés pétrolières l'an dernier ont coûté 2 milliards de dollars aux contribuables canadiens? Combien d'emplois cela a-t-il permis de créer au Canada? Vous défendez le statu quo.

Ce n'est pas correct. Les Canadiens savent que ce n'est pas bien et veulent un régime juste, simple et efficace. Saviez-vous, madame la Présidente, que 80 p. 100 des déclarations fiscales remplies par les contribuables canadiens ont dû être retournées à l'expéditeur à cause d'erreurs inhérentes au système? Est-ce la position que veut défendre le gouvernement? Lorsqu'il se contente de sourire et d'affirmer qu'il ne peut faire mieux, il défend le statu quo. Les Canadiens sont insatisfaits; ils ont besoin d'améliorer le système et savent qu'ils peuvent y parvenir.

Le gouvernement prétend que nous n'offrons aucune suggestion constructive, que nous ne collaborons pas lorsqu'il propose des mesures. Le gouvernement m'a bien eu il y a deux semaines, car j'ai vraiment cru qu'il était sincère et qu'il voulait vraiment aider les 960 000